



Déclaration préalable au CST du 22 septembre 2025



Bonjour à toutes, bonjour à tous,

Ce jeudi 18 septembre, nous avons été en grève. Pas une grève de confort, ni une simple posture. Non, c'était une grève d'alerte, un cri collectif lancé par des femmes et des hommes qui, chaque jour, tiennent debout notre service public.

Depuis des années, la fonction publique subit des attaques. Pas par erreur, pas par maladresse, mais par un choix politique clair et assumé. Une stratégie froide, implacable, organisée pour affaiblir, voire détruire ce que nous avons construit collectivement : un service public solide, accessible à toutes et à tous.

Cette attaque ne se voit pas toujours. Elle ne frappe pas toujours à grand bruit, avec des privatisations brutales. Non, elle avance masquée, cachée derrière des mots qui sonnent bien – "modernisation", "rationalisation", "performance" – mais qui cachent en réalité une politique d'austérité dure, qui réduit les moyens, dégrade les conditions, et fait toujours plus de mal.

Chaque année, ce sont des milliers de postes qui disparaissent. Des missions entières qui sont supprimées, externalisées, abandonnées. Les effectifs fondent, les budgets se contractent, et nous, agents publics, on se retrouve à devoir faire toujours plus... avec beaucoup moins.

Dans les hôpitaux, les écoles, les services sociaux, les collectivités, on tient bon. Mais à quel prix ? Nos métiers perdent leur sens, le lien avec les usagers se fragilise, la qualité des services s'effondre. Et le mal-être, le stress, la fatigue deviennent la norme.

Ce n'est pas une fatalité. Ce n'est pas une simple erreur de gestion. C'est un plan. Un plan qui veut faire croire que l'État ne peut plus assurer ses missions, que seul le privé serait efficace. C'est la vieille idéologie néolibérale, encore et toujours : casser le service public pour mieux le privatiser.

Mais ce plan, ce n'est pas seulement un enjeu économique. C'est une attaque contre des droits fondamentaux – le droit à la santé, à l'éducation, à l'égalité des chances. Ces droits-là, ce ne sont pas des privilèges, c'est ce qui fonde notre société, notre cohésion, notre démocratie.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas face à des réformes techniques ou administratives. Nous sommes face à une véritable guerre sociale silencieuse. Une guerre qui s'attaque à notre modèle social, à notre bien commun, à la dignité de celles et ceux qui servent l'intérêt général.

Alors quel est le bilan ? Des milliers de postes supprimés, des conditions de travail qui se dégradent, des salaires qui stagnent pendant que les profits explosent, une précarité qui frappe en premier les femmes, et des droits collectifs laminés par des lois comme celle de 2019.

Et pendant ce temps, les grandes entreprises, elles, continuent à bénéficier d'aides publiques sans condition, d'exonérations fiscales à la pelle, et leurs actionnaires se partagent des dividendes record. Pendant que des hôpitaux ferment, que des écoles ferment, que des centres culturels ferment.

Est-ce cela, l'intérêt général ?

Ce phénomène, ce n'est pas qu'en France. Partout dans le monde, les services publics sont attaqués. En Argentine, en Hongrie, aux États-Unis, en Italie, mais aussi en Grèce, en Afrique, en Amérique Latine — partout, des femmes et des hommes se battent pour défendre les biens communs, les droits sociaux, les services publics.

Et nous, ici, en France, nous faisons partie de ce mouvement mondial de résistance. Ce que nous défendons, ce n'est pas simplement un statut, une fiche de paie ou un avantage. C'est l'idée même d'un service public. C'est l'idée d'un État social, solidaire, humain, qui émancipe.

Alors oui, la grève du 18 septembre, ce n'est pas une fin, c'est un début. Un signal fort, un appel à la mobilisation qui doit continuer, grandir, s'amplifier.

Nous disons clairement :

- Non à la casse du service public !
- Non à la précarité !
- Non au mépris des agents publics !

Et nous demandons des moyens concrets, adaptés, pour assurer pleinement nos missions.

Notre engagement ne faiblira pas. Ce que nous portons, ce ne sont pas seulement des revendications, mais les voix de toutes celles et ceux qui refusent l'injustice et réclament le respect, la reconnaissance, la dignité.

Ensemble, dans l'unité et la solidarité, nous avons le pouvoir de faire changer les choses.



Rejoignez la CGT pour défendre le service public,
nos emplois et nos conditions de travail !
10 rue Joseph SERLIN 69001 LYON
Tél : 04 72 10 39 46
cgtvilledelyon.fr



FIER-E-S
D'ÊTRE
FONCTIONNAIRES !